

VI. L'heure d'Ebert

L'homme du destin en ce 9 novembre 1918 serait Friedrich Ebert. Il ne payait pas de mine, pourtant. C'était un petit gros, avec de courtes jambes et un cou trapu, une tête en forme de poire sur un corps en forme de poire. Ce n'était pas non plus un orateur, sa voix était rauque et il lisait ses discours. Ce n'était pas un intellectuel, pas davantage un prolétaire. Son père avait été tailleur (comme le père de Walter Ulbricht) et lui-même avait appris le métier de sellier car il avait eu, enfant, une passion pour les chevaux : plus tard, lorsqu'il serait président du Reich, il ferait tous les matins une promenade à cheval dans le Tiergarten.

Ebert était l'archétype de l'artisan allemand : solide, consciencieux ; un horizon limité mais, à l'intérieur de ces limites, connaissant bien son affaire ; un comportement modeste avec la clientèle distinguée ; peu causant et autoritaire dans son atelier. Les salariés du SPD tremblaient un peu devant lui, comme tremblent compagnons et apprentis devant un maître sévère. Il n'était pas particulièrement aimé dans le parti mais y jouissait d'un grand respect. Il avait été quasiment absent des grands débats – réforme ou révolution, action de masse ou parlementarisme – qui avaient secoué le parti avant la guerre. Mais, à peine élu à la direction, il avait fait équiper les bureaux de téléphones et de machines à écrire, et mis sur pied un système sérieux d'enregistrement du courrier. Ebert, c'était l'ordre. Lorsque la guerre avait éclaté, c'est lui que le parti avait envoyé à Zurich avec

la caisse, à toutes fins utiles. Il était celui sur qui on pouvait compter ; celui qui savait ce qu'il voulait.

Que voulait-il ? Certainement pas la révolution. Il la haïssait « comme le péché ». S'il y avait quelque chose qu'il haïssait encore plus, c'était l'indiscipline dans le parti. « Nous courons à la ruine, avait-il déclaré en 1916, s'il n'y a plus discipline ni confiance et si les fondements de l'organisation faiblissent. Là est le plus grand danger pour le parti ! Il faut mettre fin à cela. » C'est d'ailleurs ainsi qu'il avait provoqué la scission. En 1917, les esprits critiques, qui ne supportaient plus ses actes d'autorité, avaient quitté définitivement le SPD et fondé le Parti social-démocrate indépendant (USPD). Ebert considérait ce nouveau parti de gauche avec irritation, mais aussi avec mépris : une pétaudière, sans discipline ni organisation.

Il ne voulait que du bien à son parti et ne doutait pas le moins du monde de savoir en quoi ce bien consistait : plus de pouvoir pour le Parlement, application à la Prusse de la loi électorale valant pour le Reichstag. Alors le SPD deviendrait tout naturellement, un beau jour, un parti de gouvernement, peut-être même le plus fort d'entre eux, et pourrait instaurer des réformes sociales et améliorer le sort des travailleurs. Il n'en voulait pas davantage, car son horizon n'allait pas plus loin.

Au Reich allemand tel qu'il était, Ebert ne trouvait dans l'ensemble rien à redire. Il fut évidemment patriote tout au long de la guerre mais ne prit pas trop mal la défaite : « C'est avec calme et sans inquiétude, avait-il déclaré au Reichstag le 22 octobre, que nous envisageons les suites de notre initiative de paix.

Nous perdrons peut-être des biens matériels, mais la force créatrice, personne ne peut nous l'enlever. Quoi qu'il arrive, nous resterons un peuple nombreux, avec de riches compétences et un grand sens de l'honneur, fermement installé au centre de l'Europe. »

Au fond, Ebert avait atteint en octobre 1918 le but vers lequel tendaient tous ses efforts, et son parti se trouvait exactement dans la position qu'il avait souhaitée. Qu'il ne pût gouverner seul mais dût s'accommoder d'honorables partenaires bourgeois n'était pas pour lui déplaire ; ni qu'au-dessus d'eux continuât de planer un empereur faisant l'objet du respect général. Et voilà que la révolution éclatait justement maintenant ! Et que c'étaient ses propres troupes qui la faisaient ! C'était à ses yeux un affreux malheur, un énorme malentendu. Il se mit en devoir d'y mettre fin.

Il était désormais chancelier, derrière lui il y avait l'État, les autorités, les fonctionnaires, les forces armées aussi, ou ce qu'il en restait. Il incarnait l'ordre. N'était-ce rien ? N'avait-on pas besoin d'un gouvernement régulier pour construire l'armistice et la paix que chacun désirait ? N'avait-on pas besoin d'ordre pour éviter une catastrophe alimentaire ? Ebert *voulait* l'ordre. Ebert *était* l'ordre. Et il aurait fait beau voir que les Allemands ne se rallient pas rapidement à un tel programme.

Il avait encore un autre atout en main : il n'était pas seulement chancelier du Reich, mais aussi président du SPD. Il n'incarnait pas un ordre quelconque, mais l'ordre *nouveau*. Qui donc les révolutionnaires, lesquels pour la plupart étaient eux-mêmes sociaux-

démocrates, pouvaient-ils vouloir mettre à la tête de l'Empire, sinon leur propre président ? Certes, il y avait aussi ces agités de l'USPD et cet antipathique Karl Liebknecht, qui avait acquis une grande popularité comme martyr de la protestation contre la guerre. Eh bien, on prendrait généreusement quelques individus de l'USPD dans le gouvernement pour fermer la gueule à la révolution. Ils ne pourraient pas y causer grand dommage. Ce même 9 novembre, à la chancellerie, avant d'aller déjeuner, Ebert reçut une délégation de l'USPD et la pria de désigner trois des leurs pour entrer au gouvernement. L'un des délégués demanda s'ils pouvaient nommer qui ils voulaient. « Bien sûr, répondit Ebert. On ne va pas se laisser arrêter par des questions de personnes.

– Même Liebknecht ? demanda le délégué indépendant.

– Même lui, si vous voulez, répondit Ebert. Nous serons enchantés. »

Puis tout le monde se rendit au Reichstag, Ebert pour manger sa soupe seul et en silence, les délégués USPD pour discuter avec leur groupe parlementaire de leur participation au gouvernement, ce qui les occupa, sans résultat, tout l'après-midi. C'était bien une bande sans discipline, chacun avait son opinion. Le Reichstag commença à ressembler à un camp militaire ; les groupes parlementaires SPD et USPD siégeaient sans interruption, et à tout instant un député SPD passait une tête chez les indépendants pour demander s'ils étaient enfin arrivés à une décision. Les indépendants reçurent aussi d'autres visites : celle de Karl Liebknecht, qui demanda de

quoi on discutait pour dicter ensuite au rédacteur du procès-verbal, d'une voix triomphante, et presque d'un air de commandement, les mots : « Tout le pouvoir exécutif, tout le pouvoir législatif, tout le pouvoir judiciaire aux conseils d'ouvriers et de soldats », déclenchant aussitôt une discussion enflammée. D'autres hôtes encore faisaient irruption dans le Reichstag, des inconnus que personne n'avait invités, parfois un cortège entier avec des drapeaux rouges. C'était un va-et-vient permanent. Les rues du centre étaient comme une mer humaine démontée d'où des vagues nouvelles venaient sans cesse déferler jusqu'à l'intérieur du bâtiment.

Personne n'a compté les foules qui ont afflué au centre en cette journée, mais tous les témoins ont parlé de plusieurs centaines de milliers. Ces gens venaient de vivre un énorme retournement psychologique : chacun d'eux s'était préparé, le matin, à marcher à la mort. Ils ignoraient que l'armée ne « tiendrait » pas et, en approchant des casernes et des bâtiments publics, ils attendaient les rafales de mitrailleuse. Aux premiers rangs de ces lentes et interminables colonnes qui convergeaient vers le centre, des hommes brandissaient des pancartes : « Frères, ne tirez pas ! » Dans les rangs de queue, on portait souvent des armes. On attendait, tragiquement déterminé, un combat à mort autour des casernes. Le temps était couvert et doux pour la saison, l'air était ouaté, presque lourd ; une vraie journée de malheur, une journée pour mourir.

Et il ne se passa rien. Les « frères » ne tiraient pas, ils ouvraient les casernes d'eux-mêmes, aidaient à hisser les drapeaux rouges, se joignaient à la

foule ou bien encore – comme les policiers de la préfecture, sur Alexanderplatz – déposaient leurs armes et filaient aussi vite qu'ils pouvaient : on était si étonné qu'on leur faisait un passage, pour qu'ils puissent rentrer chez eux sans peine. Il n'y eut pas une injure. La révolution fut aussi débonnaire à Berlin que partout ailleurs. S'il y eut du sang, l'initiative en revint à l'autre bord. À la caserne Maikäfer, quelques officiers qui s'étaient barricadés dans une salle ouvrirent soudain le feu quand la porte en fut enfoncée : trois morts. Il y eut quelques autres victimes encore, dans des circonstances analogues, aux écuries et à l'université : quinze en tout. Mais cela se perdit dans la masse. La plupart des acteurs n'en entendirent même pas parler. Depuis midi, depuis que l'attente angoissée du massacre s'était révélée sans fondement, c'était un énorme soulagement, une délivrance, une envie de crier de joie – et en même temps comme une déception, une perplexité. Que fallait-il faire à présent ? Dans les rues, ce n'était plus qu'une cohue désorientée, une grande fraternisation, une ambiance de fête populaire, un peu refroidie parce qu'il n'y avait rien à fêter et que vibrait encore, mais à vide, le courage étonné de ceux qui s'étaient préparés à mourir.

Ici et là, des hommes plus résolus prenaient une initiative et, déployant un certain talent d'improvisation, organisaient une colonne armée ou un convoi de camions pour entreprendre quelque chose : d'abord, comme partout, l'occupation des prisons et la libération des détenus politiques – seulement les politiques, on vérifiait dans les dossiers ! – puis l'occupation des gares, des principaux bureaux de

poste, des rédactions (au *Vorwärts*, ils se cassèrent le nez sur les chasseurs de Naumburg, qui y montaient la garde depuis le matin). Les bâtiments du gouvernement, qui n'étaient pas gardés, furent laissés en paix : il y siégeait désormais, à ce que l'on disait, un gouvernement populaire. Mais, vers 16 heures, quelqu'un lança le mot d'ordre : « Au château ! » Une demi-heure plus tard, le château royal était occupé. Karl Liebknecht apparut à un balcon, où l'on avait suspendu une tenture rouge, et proclama, pour la deuxième fois de la journée, la république : mais cette fois, c'était la République socialiste. Sa voix solennelle, chantante comme celle d'un pasteur, se déployait sur la place noire de monde. Il acheva son discours ainsi : « Que ceux d'entre vous qui veulent la République socialiste libre d'Allemagne et la révolution mondiale lèvent la main et prêtent serment ! » Tous prêtèrent serment. Combien l'ont tenu ? Qui le sait ?

C'était un grand nom en ces jours que celui de Karl Liebknecht, peut-être le plus grand d'Allemagne. Un nom connu de tous et qui ne laissait personne indifférent : on l'aimait ou on le haïssait. Mais, en même temps, Liebknecht n'était qu'un symbole et n'avait aucun pouvoir. Deux ans et demi plus tôt, sa protestation solitaire contre la guerre l'avait conduit en prison, d'où il était sorti depuis seulement deux semaines. Il n'était membre d'aucun parti (l'USPD n'était né qu'après sa condamnation), n'avait aucune organisation derrière lui et d'ailleurs aucun talent d'organisateur, comme les jours suivants allaient le montrer. Il n'avait joué aucun rôle dans les événements révolutionnaires de la dernière semaine

et, même en ce 9 novembre à Berlin, son rôle fut secondaire et pour ainsi dire décoratif. Il n'était pas le dirigeant de la révolution, et sa sortie sur le balcon du château n'était qu'un épisode sensationnel qui ne changerait rien au cours des choses.

Mais il y avait un groupe d'hommes qui se considéraient, eux, comme parfaitement aptes à prendre la tête de la révolution et qui, en cette journée riche en événements, allaient peser de manière décisive sur la réalité : les délégués révolutionnaires des grandes usines de Berlin, un groupe d'une centaine d'hommes, avec un noyau d'une douzaine de responsables; de vrais ouvriers, expérimentés, des cadres qui avaient fait leurs preuves. À l'inverse de Liebknecht, ils n'étaient pas connus hors de leur milieu mais ils avaient une organisation, celle des ouvriers de leurs usines, qui avaient appris à les écouter.

Ce groupe s'était constitué au cours des grandes grèves de l'hiver précédent. Ses membres en avaient été les véritables dirigeants. Ils étaient restés secrètement en contact par la suite et, depuis quelques semaines, ils préparaient la révolution. Le 4 novembre, ignorant tout du raz-de-marée qui prenait naissance à Kiel, ils avaient décidé de renverser le pouvoir à Berlin le 11. Ils s'étaient procuré des armes, les avaient distribuées et avaient préparé un coup de force sur les centres du pouvoir. La suite des événements leur avait quelque peu échappé, mais ils n'avaient pas l'intention de se laisser submerger. Dans l'après-midi du 9, tandis que les foules enthousiastes erraient dans les rues, sans but et déjà un peu lasses, tandis qu'Ebert tâchait de gouverner à

la chancellerie et qu'au Reichstag, les groupes parlementaires SPD et USPD siégeaient interminablement sans pouvoir se mettre d'accord sur les conditions de l'entrée de l'USPD au gouvernement, les délégués révolutionnaires tinrent hâtivement conseil et entrèrent en action.

Ce n'étaient pas de grands théoriciens ni des rédacteurs de programmes, mais ils avaient un esprit pratique. Ils virent clairement ce qu'il y avait à faire : donner aux masses une direction compétente, mettre à leur tête un organe capable de faire de la politique, un gouvernement révolutionnaire qui balayerait Ebert et les partis. Ils battirent le rappel et réunirent quelques centaines de leurs partisans. Le soir, tandis que l'obscurité tombait et que les foules commençaient lentement à se disperser, ils occupèrent le Reichstag.

Là s'étaient succédé tout le jour des allées et venues totalement incontrôlées, et le groupe qui fit son entrée entre 20 et 21 heures passa d'autant plus inaperçu qu'il paraissait aussi bigarré que ceux qui défilaient en ces lieux depuis plusieurs heures. On ne délivrait pas de tickets d'entrée, et toutes sortes de curieux ou d'audacieux, en uniforme ou en civil, s'étaient joints au cortège des délégués révolutionnaires. Mais tout à coup se dessina dans ce cortège une sorte d'ordre. Un plan, une mise en scène. Le groupe, fort de quelques centaines d'hommes, occupa d'abord la pièce 17, puis la salle des séances. Celle-ci fut tendue d'étoffes rouges que l'on avait apportées, quelqu'un avait pris possession de la tribune, on entendit la clochette du président, les sièges des députés furent occupés, une discipline s'instaura

dans l'impétueuse assemblée, un bureau fut proposé et approuvé. De l'extérieur, on entendait des discours et des applaudissements, tout le rituel d'une séance parlementaire normale. Les députés, tirés de leurs réunions de groupes, accoururent pour voir ce qui se passait et constatèrent tout effarés qu'ils tombaient au milieu d'un Parlement révolutionnaire en pleine action.

C'était une assemblée turbulente, sans doute dépourvue de distinction et de manières mais, à l'évidence, en parfait état de marche. Un groupe d'hommes assis aux bancs du gouvernement la tenait assez bien en main. C'étaient les dirigeants des délégués révolutionnaires, et l'on y reconnaissait quelques visages : Richard Müller, Emil Barth. Ils interrompaient les discours les plus fous, se repassaient la parole l'un à l'autre, parlaient bref, allaient droit au but et avaient tout l'air de savoir ce qu'ils voulaient. On déposait des motions, on les votait. Peu après 10 heures, quelques membres du SPD qui avaient écouté se ruèrent hors de la salle des séances, reprirent le court chemin qui menait à la chancellerie et mirent au courant un Ebert estomaqué : une assemblée venait de décider au Reichstag que le lendemain matin, dans chaque usine et chaque caserne, des conseils d'ouvriers et de soldats devraient être élus, à raison d'un délégué par bataillon ou pour mille ouvriers, et que ces conseils élus se réuniraient à 17 heures au cirque Busch afin de nommer un gouvernement provisoire, un « conseil des commissaires du peuple ». Personne n'avait mentionné le gouvernement d'Ebert, les décisions avaient été prises comme s'il n'y avait plus de gouvernement ; on

voulait manifestement les pousser dehors. Déjà, probablement, des messagers avaient quitté le Reichstag pour aller partout battre le rappel des ouvriers et des soldats en vue de l'élection du lendemain. Bref, selon toutes les apparences, on avait affaire à un coup d'État des délégués révolutionnaires. L'existence de ces derniers et leur pouvoir dans les usines étaient assez bien connus.

Ebert écouta en silence, l'air sombre, les mauvaises nouvelles. Il ne manifesta pas d'irritation, mais il était pâle et avait les lèvres serrées. « Bien, dit-il. Attendez ici, dans l'antichambre. »

Le but que poursuivit Ebert tout au long de cette journée ressort clairement de toutes ses paroles et de tous ses actes : il voulait arrêter la révolution, laisser passer la grande marche des travailleurs comme une simple manifestation, sauver et perpétuer l'essentiel de l'ordre ancien, fût-ce sous une autre marque. Le programme du prince Max – abdication du Kaiser, régence, armistice, Assemblée nationale – était aussi le sien. Il se sentait simplement mieux outillé et politiquement mieux placé pour le mener à bien. Lors de sa visite d'adieu, l'après-midi, le prince l'avait trouvé « toujours soucieux de ne pas rompre la continuité organique avec le passé ».

En assumant la fonction de chancelier, à midi, il était encore relativement sûr qu'il parviendrait à ses fins. Il trouvait un gouvernement tout prêt et il le prit tel quel, sans aucun changement. Dans l'un des appels rendus publics l'après-midi, il s'était adressé aux fonctionnaires quasiment sur un ton de prière et d'excuse : « Je sais que beaucoup d'entre vous vont avoir du mal à travailler avec le nouveau personnel

politique, mais j'en appelle à votre amour pour notre peuple. » Au demeurant, les fonctionnaires ne se mettent pas si facilement en grève. Il tenait bien en main la direction du SPD, et il savait que, depuis le matin, les troupes de Berlin étaient avec lui. Il était parfaitement disposé à calmer les ouvriers en prenant dans son gouvernement quelques indépendants. Il connaissait bien ces derniers et ne les craignait pas. Pendant une grande partie de la guerre, ils avaient été, sous sa direction, de fidèles camarades du SPD ; et même s'ils s'étaient beaucoup éloignés depuis, leur organisation ne comptait qu'une petite minorité d'agités et d'extrémistes. En les prenant au gouvernement, il les aurait à l'œil, et leur présence fournirait un bon alibi. C'est du reste avec des manières « assez rudes » et « hautaines », selon certains témoignages, qu'il leur avait fait sa proposition de coalition, entre deux portes, juste avant d'aller déjeuner. À midi, il croyait donc encore disposer de tous les atouts.

L'après-midi, les choses avaient assez mal tourné. La proclamation de la république par Scheidemann avait été le premier ennui. Le deuxième, plus grave, avait été le refus du prince Max d'être nommé régent et son départ précipité. Ebert avait dû, bon gré mal gré, s'accommoder de l'idée d'une république, ne serait-ce que parce que personne ne voulait plus incarner la monarchie. Soit. C'était à la rigueur acceptable. Mais ensuite, les indépendants avaient fait des difficultés inattendues. D'abord ils n'avaient pas réussi à prendre une décision sur sa proposition, ensuite ils avaient posé des conditions inadmissibles. Le soir, il n'y avait toujours pas d'accord de coalition, et Ebert avait dû se contenter de nommer quelques

secrétaires d'État SPD supplémentaires. Son appel à abandonner la rue s'était perdu dans les airs. Du moins les manifestations s'étaient-elles passées à peu près sans effusion de sang et pouvait-il espérer que, le lendemain dimanche, les masses seraient fatiguées et voudraient cuver leur ivresse révolutionnaire à la maison.

Mais voilà que les choses ne se présentaient plus du tout ainsi. Il était désormais clair que tout continuerait le lendemain, et de manière bien plus dangereuse, plus organisée et avec des objectifs plus nets. Une force s'était révélée en face de lui. Elle lui disputait la direction des événements et, contrairement à lui, elle ne voulait pas éteindre la révolution mais la conduire plus loin. Comment s'en débarrasser ? Il n'avait aucune position de repli. Ebert était l'extrême gauche de l'*establishment*, la dernière réserve de l'ordre ancien, c'est-à-dire, à ses yeux, de l'ordre tout court. Après lui, il n'y avait plus personne : s'il tombait, pas de relève.

Alors, la guerre ouverte ? Interdire l'élection des conseils et la réunion du cirque Busch, au besoin par la force des armes ? Il n'osait pas s'y risquer. Certes, il avait avec lui depuis ce matin les troupes de Berlin. Mais pouvait-il leur demander *n'importe quoi* ? Étaient-elles encore seulement un véritable corps de soldats obéissant sans murmure ? À peine quelques heures auparavant, Wels avait réussi à les convaincre de ne pas tirer. Pouvait-on si vite les persuader du contraire ? Et même si c'était possible, était-ce envisageable ? Un bain de sang chez les ouvriers sociaux-démocrates, organisé par un gouvernement

social-démocrate au premier jour de son investiture ? Impossible.

Il ne restait qu'une chose à faire : Ebert devait renoncer à maintenir la « continuité organique avec le passé ». Il devait cesser d'être le dernier chancelier du Reich et devenir le premier président de ce – comment s'appelait ce machin, déjà ? – « conseil des commissaires du peuple ». Il lui fallait se procurer une deuxième légitimité : après celle qu'il avait obtenue du prince Max, et qui déjà était d'aloï assez douteux, en obtenir une de l'assemblée du cirque Busch. Impossible ? Nullement. Il y avait encore suffisamment d'authentiques sociaux-démocrates parmi les ouvriers de Berlin, il suffisait de les mobiliser à temps. Il fallait avant tout assurer une alliance avec les indépendants, même si cela devait coûter des concessions. Il fallait mettre les travailleurs et les soldats qui allaient se réunir au cirque Busch devant le fait accompli d'un gouvernement entièrement socialiste. Réconciliation, unité, « pas de combat fratricide », voilà le mot d'ordre. Ebert connaissait assez bien ses ouvriers pour savoir que ce slogan soulèverait l'enthousiasme, qu'il serait tout simplement irrésistible.

Et puis n'oublions pas les soldats ! Eux aussi allaient voter, et ils n'étaient rien moins que révolutionnaires. Ce matin encore, on ne savait même pas s'ils allaient ou non tirer sur la révolution. C'est vrai qu'ils ne l'avaient pas fait, et qu'on ne pouvait plus leur demander de le faire. Mais ils pouvaient encore abattre la révolution par leur vote. Il fallait qu'Otto Wels retourne dans les casernes. Il avait su trouver le

ton juste ce matin. Il allait devoir travailler les soldats pour qu'ils votent convenablement le lendemain.

Enfin, quand tout cela serait accompli, Ebert devrait faire son entrée au cirque Busch, entouré de sa coalition des deux partis socialistes, et se faire élire comme dirigeant de la révolution. Il lui faudrait hurler avec les loups une heure ou deux. C'était la seule voie. De même que le chancelier Ebert avait succédé au chancelier Max de Bade, le commissaire du peuple Ebert devait succéder au chancelier Ebert. S'il voulait encore empêcher la révolution, il devait faire semblant de se mettre à sa tête. Cela marcherait peut-être.

Ebert rappela ses camarades de parti qui attendaient dans l'antichambre. Il avait pris sa décision et donna ses instructions. Cette nuit même, ses hommes se mirent au travail, notamment l'infatigable Otto Wels, tout gonflé de son succès du matin. Les délégués révolutionnaires travaillèrent aussi toute la nuit. Les deux états-majors se préparaient à une bataille décisive.

La journée du 9 novembre s'achevait. Elle avait apporté la chute de la monarchie, mais pas la victoire de la révolution. Son destin balançait encore. Il ne se déciderait que le lendemain.